Réunion virtuelle dans le cadre des Dialogues sur le commerce: résumé des points soulevés par les représentants des entreprises

La Chambre de commerce internationale et l'OMC ont organisé une réunion virtuelle dans le cadre des Dialogues sur le commerce le 23 juin 2021 afin de faciliter les discussions entre les représentants des entreprises et certains Membres de l'OMC sur les questions que les dirigeants d'entreprises souhaiteraient voir aborder à l'OMC.

La réunion virtuelle s'est concentrée sur trois sujets: la réponse de l'OMC à la COVID-19; les éléments livrables pour la douzième Conférence ministérielle (CM12); et le futur programme de travail de l'OMC. Un résumé des questions soulevées lors de la réunion est fourni ci-dessous.

Réponse de l'OMC à la COVID-19

Des représentants de l'industrie pharmaceutique ont discuté du rôle de l'OMC et de son système fondé sur des règles dans la lutte contre la COVID-19 et les éventuelles crises sanitaires futures. Les participants se sont notamment penchés sur la manière dont l'OMC pourrait faciliter le rôle du secteur privé dans la lutte contre la pandémie.

Des représentants de l'industrie pharmaceutique ont souligné l'urgence d'un transfert de technologie, de savoir-faire et de compétences ainsi que de la création d'installations régionales de fabrication de vaccins afin de garantir un accès rapide et équitable aux vaccins pour tous. Ils ont souligné la nécessité de lutter contre le "nationalisme en matière de vaccins" en éliminant les restrictions à l'exportation et les droits de douane sur les produits pharmaceutiques et autres produits médicaux en rapport avec la COVID-19. Ils ont également appelé à améliorer et à rationaliser les procédures douanières.

Les participants ont insisté sur l'importance de disposer de capacités de production en divers endroits du monde en développement et d'exploiter les installations inutilisées afin d'augmenter la production de vaccins. L'objectif principal devrait être d'augmenter autant que possible le nombre de doses fabriquées. Pour y parvenir, un leadership politique fort est nécessaire, ont-ils déclaré. Selon eux, ce n'est pas la protection des droits de propriété intellectuelle qui pose problème, mais la capacité de fabrication. Même si un brevet est partagé, il peut être très difficile de fabriquer un vaccin sans le savoir-faire requis, ont-ils dit.

Le renforcement du capital humain pour produire les vaccins de haute qualité requis par des marchés hautement réglementés a également été abordé, tout comme l'importance de mettre en place des "modèles d'intelligence artificielle" partagés de la chaîne d'approvisionnement mondiale - sans mise en commun de données sensibles - pour contribuer à rendre le commerce sûr, légal, inclusif et résilient.

Éléments livrables pour la CM12

Les représentants des entreprises ont souligné l'importance de veiller à ce que l'OMC conserve sa place d'autorité mondiale en matière de commerce et à ce qu'elle reste pertinente pour traiter les questions commerciales de l'avenir. La CM12 serait une bonne occasion de démontrer la réactivité de l'institution sous la forme d'accords clés dans les cadres tant multilatéral que plurilatéral.

Des participants ont dit craindre que l'ordre du jour de la CM12 ne soit trop chargé avec des attentes concernant plusieurs éléments immédiatement livrables. Au lieu de cela, des programmes de travail destinés à orienter la poursuite de l'engagement dans les années à venir - par exemple, sur le commerce électronique et sur la santé - pourraient suffire à assurer que l'OMC est sur la bonne voie pour obtenir des résultats.

Les participants ont appelé à la conclusion d'un accord sur les subventions à la pêche afin de renforcer la crédibilité de l'OMC. Ils ont également exprimé le souhait que les entreprises apportent un soutien complémentaire - par exemple, par le biais de décisions en matière d'achats, afin de contribuer à décourager les subventions à la pêche préjudiciables.

Les participants ont déclaré que la pandémie de COVID-19 avait exercé une pression croissante sur la participation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et des femmes au commerce.

Des mesures visant à améliorer le financement du commerce, la connectivité numérique et les réseaux logistiques pourraient aider les MPME et les femmes entrepreneurs à se remettre de la pandémie et à participer au commerce mondial sur un pied d'égalité. Des seuils *de minimis* permettant d'exempter de droits de douane les expéditions de faible valeur seraient également avantageux pour les petits acteurs, selon des participants. De tels résultats à la CM12 pour les MPME et les femmes leur donneraient la possibilité de se tourner vers des marchés plus lucratifs et de profiter plus pleinement du commerce après la crise liée à la COVID-19.

L'OMC doit continuer d'assurer le suivi de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE). Malgré son entrée en vigueur et les ratifications respectives des Membres, la mise en œuvre intégrale des dispositions de l'AFE n'est pas encore acquise. Un examen des progrès de la mise en œuvre est nécessaire, tout comme le maintien du caractère prioritaire de ce travail dans le programme de l'OMC, ont déclaré les participants.

Les représentants des entreprises ont appelé les Membres de l'OMC à résoudre l'impasse concernant la nomination des membres de l'Organe d'appel afin de signifier la reprise de la pleine fonctionnalité de l'organisation.

Programme de travail futur

Les participants ont déclaré que l'OMC ne devait pas manquer l'occasion de rétablir un système efficace de règlement des différends, d'actualiser ses règles commerciales, de faire face à l'importance croissante du commerce électronique pour le commerce mondial et de relever les défis et les opportunités que représentent le changement climatique et le développement durable.

Ils ont clairement indiqué que les entreprises avaient besoin d'une OMC efficace et que sa réforme était essentielle pour garantir que l'organisation reste pertinente.

Il a été reconnu que le corpus de règles de l'OMC devait être mis à jour et que les travaux en cours devaient être renforcés dans le cadre de tout effort de réforme. À cet égard, plusieurs participants ont mentionné l'importance de la transparence des systèmes réglementaires pour faciliter le commerce, ainsi que la nécessité de renforcer la fonction de surveillance de l'OMC. Ils ont également souligné l'importance de la poursuite des travaux de l'OMC sur les obstacles réglementaires au commerce.

Les participants se sont félicités des progrès accomplis dans les négociations "plurilatérales" sur le commerce électronique, la réglementation intérieure dans le domaine des services et la réponse aux besoins des micro, petites et moyennes entreprises. Plusieurs d'entre eux ont souligné l'importance du programme sur le commerce numérique - tant pour les marchandises que pour les services - vu en particulier l'essor du commerce en ligne pendant la pandémie de COVID-19.

De nouvelles initiatives ont également été soutenues, comme les discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale, y compris les discussions sur la transition vers une économie circulaire, ainsi que des suggestions d'initiatives supplémentaires, par exemple sur le commerce et la santé. Ces initiatives commencent à produire des résultats, ont déclaré les participants. Ils ont encouragé les Membres de l'OMC à poursuivre de telles initiatives, qui promettent de répondre aux défis auxquels les entreprises sont confrontées aujourd'hui.

De nombreux intervenants ont cité l'importance de la durabilité environnementale et la manière dont les mesures environnementales peuvent avoir un impact sur le commerce et les affaires. Des questions telles que les ajustements carbone aux frontières et la facilitation du commerce des biens et services environnementaux doivent être examinées avec soin. L'OMC est l'instance naturelle pour ce type de discussions et les entreprises devraient contribuer aux débats, ont-ils déclaré.

En outre, de nombreux participants ont souligné l'importance d'une communication et d'une coopération accrues entre l'OMC et le monde des affaires. Pour suivre le rythme des évolutions rapides des marchés, un contact plus permanent et plus structuré entre l'OMC et les milieux d'affaires internationaux est de la plus haute importance, ont-ils dit. Un tel forum contribuerait à garantir que les futures règles négociées par les Membres de l'OMC reflètent les préoccupations des entreprises et soient adaptées au commerce du XXI^e siècle.